

CENTRE HOSPITALIER DE LA CÔTE BASQUE

Etablissement support du GHT

13 avenue de l'Interne Jacques Loëb

64109 BAYONNE Cedex

Appel d'Offres Ouvert

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(C.C.A.P. n° 06/2025 du 03 Mars 2025)

*Etabli en application de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique
et du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique entré en vigueur le 1^{er} Avril 2019*

**PRESTATIONS RESTAURATION
POUR LE CENTRE HOSPITALIER DE ST PALAIS**

Le présent C.C.A.P. n° 06/2025 comporte : 15 feuillets numérotés de 1 à 15

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DES PARTIES

1.1 Acheteur :

Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) Navarre-Côte Basque a été créé par convention constitutive du 30 Juin 2016.

Ce GHT est actuellement constitué par les établissements suivants :

- Le Centre Hospitalier de la Côte Basque (CHCB), établissement support du GHT,
- Le Centre Hospitalier de Saint Palais (CHSP),
- L'Etablissement Public de Garazi (EPS GARAZI),
- L'EHPAD Jean Dithurbide de SARE,
- L'EHPAD Larrazkena d'HASPARREN.

L'ensemble de ces établissements est en direction commune.

L'établissement concerné par la présente consultation est : le Centre Hospitalier de Saint Palais (CHSP).

1.2 Titulaire :

L'opérateur économique (individuel ou mandataire en cas de groupement) dont l'offre a été retenue et le marché notifié est désigné par le terme « Titulaire ».

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DU MARCHÉ / DISPOSITIONS GENERALES

2.1 Objet du marché :

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent une prestation de Restauration (fourniture de repas) pour le Centre Hospitalier de Saint Palais (CHSP).

Lieu d'exécution : CH de Saint-Palais (Avenue Frédéric de Saint Jaymes - 64120 Saint Palais)

2.2 Type et forme du marché :

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire de services, à bons de commande, sans minimum et avec un maximum en valeur, en application des articles R 2162-1 et R.2162-13 du Décret n° 2018-1075 du 03 Décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique.

Le montant maximum en valeur de 350 000.00 € HT annuel.

Ces prestations homogènes sont classées, en application de l'article R2121-6 du Décret n°2018-1075 du 03 Décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique, dans la nomenclature des produits et services du GHT Navarre Côte Basque au code suivant : 68.02.

2.3 – Durée du marché :

Le marché est conclu pour une première période de 12 mois à compter du 1^{er} Juin 2025.

Passé ce délai, le marché pourra être reconduit 2 fois, par période de 12 mois chacune.

Conformément à l'article R2112-4 du Code de la Commande Publique, la reconduction du marché est tacite et le Titulaire ne peut s'y opposer.

Dans le cas d'une non reconduction, l'Acheteur prendra la décision par écrit de ne pas reconduire et ce, au plus tard 3 mois avant l'échéance annuelle.

ARTICLE 3 – PROCEDURE UTILISEE

La procédure de consultation utilisée est la suivante : Appel d'Offres Ouvert, en application des articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à 5 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 4 – ETENDUE DE LA CONSULTATION - ALLOTISSEMENT

La consultation n'est pas allotie (lot unique).

Le non allotissement se justifie par le caractère homogène et indivisible des prestations à réaliser.

Le descriptif des besoins est défini dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- L'acte d'engagement et ses annexes (dont l'offre financière du Titulaire du marché) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, sauf stipulations contraires au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières
- L'offre technique du Titulaire.

Il est rappelé que le fait de répondre à la consultation implique l'acceptation sans aucune réserve des documents particuliers du marché (CCAP-CCTP).

Les originaux du marché (acte d'engagement, CCAP, CCTP) sont conservés par l'Acheteur, pour seule foi.

Les documents d'ordre général (CCAG, normes en vigueur...) ne sont pas joints au présent marché mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.

Concernant les normes, homologations nationales, européennes, internationales en vigueur : les prestations ou fournitures nécessaires pour les exécuter devront être conformes aux normes attachées au type de produits ou services objet de la présente consultation et particulièrement aux normes HACCP, AFNOR, GERMRCN, PNNS.

Les modalités, propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, notamment les conditions générales de vente, et contradictoires avec les documents contractuels ne s'appliquent pas au présent marché.

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'EXECUTION ET CONTROLES DE CONFORMITE

6.1 – Conditions relatives aux commandes des repas et délais d'exécution :

La procédure de commande des repas est mentionnée à l'article 5 du CCTP et les délais d'exécution sont décrits à l'article 4 du CCTP.

6.2 – Contrôles de conformité et admission des prestations :

Des vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées lors de l'exécution de la prestation, conformément aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS.

Elles consistent à vérifier la conformité des fournitures avec les spécifications du marché ou de la commande.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le prestataire sur demande verbale ou écrite du service qui toutefois peut accepter les fournitures avec réfaction de prix.

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG FCS par l'Acheteur ou son représentant.

En cas de silence de l'Acheteur, la validation des factures par certification du service fait vaut admission définitive des prestations.

ARTICLE 7 – PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, des pénalités fixées selon le barème ci-dessous pourront être appliquées, sauf cas particulier exposé par le titulaire et accepté par l'Acheteur.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € pour l'ensemble du marché.

Les pénalités s'appliquent au premier euro quel que soit le montant.

Les pénalités éventuelles dont le titulaire du marché pourrait être redevable seront réglées par compensation au moyen de retenue sur les paiements à lui faire.

7.1 - Pénalités de retard :

Le titulaire s'engage à respecter les délais mentionnés à l'article 4 du C.C.T.P.

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de **5 %** du montant des repas livrés en retard par tranche de 30 minutes.

7.2 - Pénalités de non-exécution totale ou partielle des prestations :

En cas de non-exécution des prestations, totale ou partielle, le prestataire s'engage à produire à nouveau en temps et en heure les repas non produits ou livrés.

Il s'engage à faire appel à tout prestataire extérieur si ce dernier n'est pas en capacité de produire.

Dans le cas contraire, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de **100 %** du montant des prestations non exécutées.

La personne publique se réserve le droit de se fournir immédiatement là où elle le jugera convenable afin d'assurer le service. Dans le cas où il résulterait une différence de prix au détriment du CHSP, cette différence sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché.

7.3 - Pénalités relatives au non-respect de la qualité des produits :

En cas de produits non consommables (avariés, périmés, détériorés, température des plats non respectée...) ou de produits non-conformes à la qualité recherchée et décrite dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières, les pénalités suivantes pourront être prononcées sans mise en demeure préalable : pour chaque produit détecté avarié, périmé, détérioré ou en cas de défaut de température : une pénalité forfaitaire de **3 euros** par produit non conforme pourra être prononcée.

Chacune de ces pénalités s'appliquera à partir d'une quantité de produits non consommables ou non-conformes au Cahier des Clauses Techniques Particulières **supérieure ou égale à 5**.

La constatation s'opérera lors de la réception de la prestation ou lors de la dégustation des repas.

Le titulaire sera averti immédiatement de manière à pouvoir contrôler et constater la non-conformité.

Les non-conformités sont signalées le jour même au prestataire.

Elles pourront être évoquées dans le cadre de réunions de suivi des prestations, organisées entre le prestataire et le service gestionnaire.

ARTICLE 8 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

8.1 Conditions générales :

L'opérateur économique présentera une annexe financière établie selon son propre modèle.

Les propositions de variantes ne sont pas acceptées.

L'offre devra tenir compte de l'ensemble des besoins émis dans le C.C.T.P joint.

Le prix est réputé comprendre l'ensemble des charges taxes fiscales et parafiscales ou autres frappant la prestation.

La taxe appliquée au prix hors taxe du marché est la TVA au taux en vigueur à la date de l'offre.

Le TTC n'est mentionné qu'à titre indicatif. En cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application des taxes et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

En cas de discordance entre le H.T et le TTC, le prix H.T. sera retenu et le montant total sera corrigé en conséquence.

Aucune facturation complémentaire à l'acte d'engagement ou son annexe financière ne sera acceptée.

8.2 Concernant l'offre de base :

L'offre devra faire ressortir les **prix unitaires H.T et TTC** (prix du plateau repas), vaisselle et emballages compris.

Ils seront identiques pour les repas midi et soir.

2 tarifs devront être proposés :

- ✓ Plateau complet : le calcul du prix du repas est établi sur la base de 45 500 repas annuels.
- ✓ Plateau restreint (voir art 3.1 du CCTP) : le calcul du repas restreint est établi sur la base d'une moyenne de 2 plateaux par jour soit 720 repas par an (au maximum).

8.3 Concernant la Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE) :

Le prestataire pourra effectuer la prestation transport des repas jusqu'au CH de Saint Palais.

La réponse à cette PSE est facultative.

Les opérateurs économiques souhaitant y répondre proposeront, pour cette prestation, un **prix forfaitaire de transport par repas, qui s'ajoutera au prix du plateau repas**.

ARTICLE 9 – VARIATION DES PRIX

Le prix des prestations est révisable annuellement, à date anniversaire lors de chaque période de reconduction (soit à chaque 1^{er} Juin), par application de la formule suivante :

$P_n = P_0 \times I_n / I_0$, dans laquelle :

P_n = prix révisé

P_0 = prix HT en cours d'application (ou prix HT initial de l'offre),

I_n = nouvel indice INSEE connu au moment du calcul de la révision

IO = dernier indice INSEE définitif connu au moment de la précédente révision (ou de l'offre initiale pour la 1ère révision)

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques connues au mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

La révision se base sur l'indice de production de services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 56.29- Autres services de Restauration.

Le titulaire devra notifier le tarif applicable au service financier du CHSP :

- soit par mail avec accusé de réception à l'adresse mail suivante : direction@ch-saintpalais.fr,
- soit par courrier postal avec accusé réception : Centre Hospitalier de Saint-Palais – Service financier - Avenue Frédéric de Saint Jaymes - 64120 Saint Palais

Le titulaire est tenu de transmettre les tarifs des prestations révisés accompagnés des documents qui justifient la variation des prix.

Il devra produire le détail du calcul de la révision de prix annuelle.

Ces informations sont à transmettre au moins 2 mois avant l'application des nouveaux tarifs, par tout moyen permettant d'en donner une date certaine. A défaut les anciens tarifs restent applicables.

ARTICLE 10 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

10.1 Modalités relatives à la facturation électronique :

Depuis le 1^{er} Janvier 2020, la facturation électronique est obligatoire pour l'ensemble des entreprises. Elle passe obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « **Chorus Pro** » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Tout dépôt, transmission et réception de factures électroniques sont effectués sur ce portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Pour ce faire les demandes de paiement dématérialisées devront obligatoirement comporter, outre les mentions légales, les informations suivantes :

- Le **numéro de SIRET** identifiant l'établissement bénéficiaire
- Le **code service** permettant de distinguer le service destinataire
- Le **numéro d'engagement** figurant sur le bon de commande ou communiqué par l'établissement, le cas échéant.

Pour l'accès à Chorus Pro, l'identifiant est :

- pour le CH de Saint-Palais : n° SIRET : 200 037 547 000 11 et code service (cf. ci-dessous)

Les demandes de paiement dématérialisées devront o comporter :

- Le **code service** et les références d'engagement suivants :

* En cas de contrat exécuté au moyen de bon(s) de commande :

- Le code service GEF
- Le numéro du / des bon(s) de commande(s) (composé de 2 lettres en majuscule et de 6 chiffres)
- Le n° de contrat et/ou de marché.

*** En cas de contrat exécuté sans de bon de commande :**

- Le code service LSCP
 - Le n° de contrat et/ou de marché.
- La date d'émission de la facture ;
 - La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
 - Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
 - En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
 - La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
 - La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
 - La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
 - Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
 - Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
 - L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
 - Le cas échéant, les modalités de règlement ;
 - Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
 - Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.
- Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au décret du 18 Juillet 2019 susmentionné, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

S'il s'avère que la facture, après contrôle, n'est pas conforme, le service du Centre Hospitalier chargé de cette vérification renverra, avant tout mandatement, la facture erronée à l'organisme émetteur.

Dans ce cas, le délai de paiement est suspendu jusqu'à remise par le titulaire du marché de la nouvelle facture réputée conforme.

10.2 Modalités de financement et mode de règlement du marché :

Modalités de financement :

Le financement est basé sur le budget propre à l'établissement concerné par la consultation.

Mode de règlement du marché :

L'unité monétaire utilisée pour cette consultation est l'euro.

Les factures seront payables après service fait, en application des règles de la comptabilité publique.

Il est demandé au prestataire d'établir une facture **mensuelle**, correspondant aux commandes de repas du mois écoulé.

Le mode de règlement choisi par l'administration est le virement par mandat administratif.

Pénalités pour défaut de paiement :

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours selon les dispositions de l'article R.2192.11 du Code de la Commande Publique.

Il sera appliqué le taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires correspond au taux de référencement de la Banque centrale européenne (BCE) majoré de 8 points, en application du Décret du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement. Le dépassement du délai de règlement ouvre droit également au versement d'une indemnité forfaitaire de recouvrement d'un montant de 40 €. Cette indemnité s'ajoute au montant des intérêts moratoires. Il est précisé que tout retard imputable au titulaire du marché a pour conséquence la suspension du délai de paiement. Notamment par sa carence à produire les pièces demandées et par l'absence d'informations ou la production d'informations erronées :

- Modification de la raison sociale
- Modification et/ou absence de domiciliation bancaire,
- Erreur sur les prestations et/ou montants facturés...

10.3 Comptable public assignataire :

Le comptable assignataire chargé du paiement est :

Madame le Trésorier Principal
Receveur du Centre Hospitalier de la Côte Basque
13 avenue de l'Interne Jacques Loëb - 64109 BAYONNE
☎ 05.59.52.27.70

ARTICLE 11 – MODIFICATIONS DU MARCHÉ - CLAUSE DE REEXAMEN

La liste des cas de modifications du marché en cours d'exécution est indiquée L2194-1 du Code de la commande publique. En vertu de cet article, le marché pourra être modifié dans les cas suivants :

- Les modifications ont été prévues dans les documents contractuels initiaux ;
- Des fournitures ou prestations supplémentaires sont devenues nécessaires ;
- Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- Un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché ;
- Les modifications ne sont pas substantielles ;
- Les modifications sont de faible montant.

Concernant les modifications financières pour circonstances imprévisibles :

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP.

Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises apportées par le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre et par conséquent sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées au prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et sincérité des documents et décide de la suite à donner à la demande.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, ces modifications temporaires apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, sont formalisées par avenant signé des deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

Les surcoûts seront en partie compensés par l'Acheteur et excluront toute indemnisation ultérieure du titulaire pour la période concernée.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les parties conviennent de réévaluer la situation à l'issue du délai évoqué (clause de rendez-vous).

A l'issue du délai les prix retrouveront leur niveau avant avenant.

Concernant la cession du marché :

En cas de cession du marché tous les documents et informations nécessaires à l'étude de la cession devront être transmis au CH de la Côte basque, à savoir :

- Déclaration de non interdiction du cessionnaire à concourir aux marchés publics
- Extrait K ou Kbis du cessionnaire
- Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité ;
- Attestations de régularités fiscales et sociales du cessionnaire
- RIB du cessionnaire
- Tout document établissant son aptitude à exercer l'activité professionnelle, ses garanties économiques et financières, techniques et professionnelles lui permettant d'assurer la bonne exécution du marché pour la durée restante de celui-ci ;
- Pouvoirs des personnes habilitées à engager le cessionnaire
- Date à laquelle la cession doit intervenir.

L'Acheteur étudie la demande de cession, étant précisé qu'il ne peut la refuser que si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

ARTICLE 12 – OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LES MARCHES

Dans le cadre de sa politique d'achats l'Acheteur a pour objectif d'intégrer, autant que possible, les objectifs de développement durable dans ses marchés, afin d'encourager un achat public plus responsable. Il reste donc sensible aux engagements et dispositions mises en œuvre par les candidats dans le domaine du développement durable, notamment sous l'aspect environnemental.

Le titulaire veillera notamment à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, sécurité et santé des personnes.

ARTICLE 13 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Hormis les obligations mentionnées dans le CCTP, les Titulaires des marchés devront respecter les éléments ci-dessous.

13.1 - Transmission des justificatifs fiscaux et sociaux en cours d'année :

Le Titulaire s'engage à transmettre à l'acheteur, sans demande expresse de ce dernier, tous les six mois à compter de la date de notification, du marché et pendant la durée de son exécution, les pièces Suivantes :

- - pour les titulaires établis ou domiciliés en France : les pièces prévues aux articles L8222-1 à 3s, L 8254-1 à 4s, R8245-1 et D 8254-2 à 5s du code du travail et articles du code de la commande publique

- - pour les titulaires établis ou domiciliés à l'étranger : les pièces prévues aux articles L8222-4, D 822-7 et 8 du code du travail et articles du code de la commande publique.

Par application, de l'article R2143-6 du code de la commande publique, en cas d'inexactitude des documents ou renseignements ou de refus de produire les pièces indiquées ci-dessus, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

La décision de résiliation ne pourra intervenir qu'après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée par mise en demeure envoyée par courrier recommandé avec accusé de réception, et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la mise en demeure.

Le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité suite à cette résiliation.

13.2 - Obligation d'information en cas de changement de situation administrative ou juridique :

Le titulaire est tenu de faire connaître à l'établissement, sans délai et par écrit, toute modification affectant sa situation juridique et administrative, notamment :

- Jugement de redressement ou liquidation judiciaire
- Survenance d'une interdiction de concourir aux marchés publics
- Modification de dénomination sociale, de coordonnées bancaires....
- Fusion, absorption, cession d'activité, changement de forme juridique de la structure titulaire....

Le Titulaire doit faire parvenir les justificatifs ou documents traduisant ce changement (extrait K Bis, RIB/RIP, pouvoir/délégation de signature.....) dans les plus brefs délais et avant toute nouvelle facturation. A défaut le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à régularisation, après réception des documents nécessaires.

Tout changement relatif au Titulaire (modification de raison sociale/dénomination/forme juridique/changement d'adresse, changement de coordonnées bancaires...) ou de manière générale toute modification de fonctionnement pouvant influencer sur l'exécution du marché, doit être porté à la connaissance de la cellule des marchés du CH de la Côte Basque.

13.3 - Obligations de respect du règlement intérieur :

Le Titulaire ainsi que son personnel, amenés à intervenir dans les locaux des établissements du GHT Navarre-Côte Basque se conforment au règlement intérieur de l'établissement, et notamment à son organisation. Il est assujéti aux règles d'accès, de sécurité et d'hygiène.

Les établissements du GHT se réserve le droit de refuser l'accès, à l'établissement concerné, de toute personne dont le comportement porterait atteinte à la sécurité et au service public hospitalier et d'exiger le remplacement d'un agent ayant un comportement incompatible avec le règlement de l'établissement.

13.4 - Obligation de confidentialité, protection des données et mesures de sécurité :

Conformément aux articles 5.1, 5.2 et 5.3 du CCAG-FCS le titulaire s'engage à respecter la confidentialité ainsi que la protection et sécurité des données à caractère personnel dont il aura connaissance et à ne pas divulguer à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, et sous quelque forme que ce soit, les informations ou documents communiqués à l'occasion de l'exécution du marché.

Il informe également ses sous-traitants de leur soumission à cette obligation et reste responsable du respect de celle-ci (article 5.4 du CCAG-FCS).

Obligation de confidentialité :

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

Cette obligation perdure au-delà de la fin d'exécution du marché.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont ou qui deviennent publics.

Sécurité et protection des données à caractère personnel / RGPD :

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après « le règlement européen sur la protection des données »).

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi qu'aux articles 32 à 35 du Règlement Général sur la Protection des Données du 27 avril 2016, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions conformes aux usages et à l'état de l'art dans le cadre de ses attributions afin de protéger la confidentialité des informations auxquelles il a accès, et en particulier d'empêcher qu'elles ne soient communiquées à des personnes non expressément autorisées à recevoir ces informations.

Le Titulaire s'engage principalement à :

- ne pas utiliser les données auxquelles il peut accéder à des fins autres que celles prévues par ses attributions ;
- ne divulguer ces données qu'aux personnes dûment autorisées, en raison de leurs fonctions, à en recevoir communication, qu'il s'agisse de personnes privées, publiques, physiques ou morales ;
- ne faire aucune copie de ces données sauf à ce que cela soit nécessaire à l'exécution de ses fonctions ;
- prendre toutes les mesures conformes aux usages et à l'état de l'art dans le cadre de ses attributions afin d'éviter l'utilisation détournée ou frauduleuse de ces données ;
- prendre toutes précautions conformes aux usages et à l'état de l'art pour préserver la sécurité physique et logique de ces données ;
- s'assurer, dans la limite de ses attributions, que seuls des moyens de communication sécurisés seront utilisés pour transférer ces données ;
- en cas de cessation de ses fonctions, restituer intégralement les données, fichiers informatiques et tout support d'information relatif à ces données.

Concernant tout particulièrement les accès à distance le Titulaire s'engage à :

- toujours passer par l'accès VPN mis à sa disposition par le GHT pour réaliser ses actions et à ne pas utiliser des outils de prise en main à distance accessibles par une connexion tierce (ex: Teamviewer/AnyDesk/...).
- fournir la liste des adresses IP publiques des exploitants qui pourront se connecter à l'accès VPN, et le GHT mettra en place un filtrage du compte sur ces adresses IP.
- utiliser en priorité l'authentification à deux facteurs. Le premier facteur sera connu de lui seul, et le second facteur (un OTP) ne sera connu que du GHT et sera transmis au Titulaire à la demande. Si cela n'est pas possible, alors le GHT activera le compte du Titulaire à la demande lors d'intervention juste pour le temps nécessaire. De plus, le GHT configurera son accès afin qu'il ne soit possible de ne réaliser qu'une seule connexion en simultanée.
- ne se connecter qu'aux machines nécessaires à l'exécution de ses fonctions et suivant les règles de filtrage définies avec le GHT.
- respecter les règles suivantes :
 - * conserver les secrets du GHT dans une solution de coffre-fort de mots de passe sécurisée (ex: KeePass)
 - * ne jamais enregistrer les secrets du GHT dans les applications utilisées pour l'administration du SI (ex: navigateur, putty, ...)
 - * utiliser des postes dédiés à l'administration lors de l'intervention. Ces postes ne doivent pas réaliser des tâches de bureautique (office, courriel, ...) ou toutes autres tâches à risque.

- * utiliser exclusivement un poste d'administration professionnel avec un antivirus à jour – l'usage d'un poste personnel est à proscrire.
- * ne pas mettre en place d'outil de prise en main à distance (ou toutes autre solution générant un "tunnel" de contrôle) pour contourner le VPN du GHT.
- * en cas de besoin d'une supervision sur les serveurs du GHT, une matrice de flux vers internet sera fournie (hostname/ip publique, port, protocole). Les métriques seront poussées du GHT vers les exploitants sans jamais que la solution utilisée ne puisse permettre une prise de contrôle/exécution par ce canal. La configuration de l'agent de supervision doit être statique et le serveur de supervision ne doit pas être en capacité de modifier la configuration de l'agent, ou de transmettre un argument pris en compte dans l'exécution des commandes de l'agent.

Cet engagement de confidentialité, en vigueur pendant toute la durée du marché, demeurera effectif, sans limitation de durée après la cessation des fonctions du Titulaire, quelle qu'en soit la cause, dès lors que cet engagement concerne l'utilisation et la communication de données à caractère personnel.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune indemnité en dédommagement.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donneront lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

ARTICLE 14 – CAUTIONNEMENT / RETENUE DE GARANTIE

Sans Objet.

ARTICLE 15 – AVANCE

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B de l'article 11 du CCAG-FCS avec un taux fixé à 5%. L'avance est accordée au titulaire du marché, dans les conditions fixées à l'article R.2191-3 du décret n°2018-1075 du 03/12/2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, sauf renonciation expresse du titulaire du marché qui devra être indiquée clairement dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 16 – CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES

En application de l'article R.2191-46 du décret n°2018-1075 du 03 Décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique, il sera délivré, à la demande du titulaire :

- Soit une copie de l'original du marché revêtue d'une mention signée par l'acheteur indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir la créance résultant du marché
- Soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle et dématérialisé selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé de l'économie.

Il est rappelé au titulaire du marché que ce document ne pourra pas être délivré une deuxième fois, c'est un document unique.

ARTICLE 17 – ASSURANCES

Le détail des responsabilités et assurances liées aux prestations objet du présent marché est mentionné à l'article IV-4.3 du C.C.T.P joint.

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 18 – RESILIATION DU MARCHE ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

18.1 – Dispositions générales :

Il est rappelé à l'opérateur économique que ses obligations sont fixées par les pièces contractuelles du marché (CCAP, CCTP, Acte d'engagement et ses annexes).

Il sera fait application, le cas échéant, des articles 38 à 42 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, la résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité au titre d'un préjudice.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision ou à défaut à la date de notification de cette décision.

18.2- Résiliation aux torts du Titulaire du marché :

Outre les cas de résiliation prévus à l'article 41 du C.C.A.G-F.C.S , il est à noter que le marché pourra également être résilié aux torts du titulaire, après mise en demeure préalable et l'avoir invité à présenter ses observations dans un délai de 15 jours, en cas de :

- Carences répétitives (3 notifications par LRAR) lors de l'exécution des prestations, notamment concernant toute dégradation de la qualité ou non-respect des délais.

18.3 - Redressement ou liquidation judiciaire :

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'Article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'Article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court. La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18.4 – Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire :

L'Acheteur se réserve le droit de faire assurer, le cas échéant, la prestation par un autre opérateur économique aux frais et risques du titulaire du marché, dans les cas mentionnés à l'article 45 du CCAG-FCS et principalement dans les cas suivants :

- le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter sa prestation dans les délais impartis
- il est constaté une dégradation de qualité (non-conformité) par rapport aux conditions du CCTP ou engagement pris par le titulaire et/ou non-respect des dispositions réglementaires en vigueur

En outre, il est appliqué au titulaire les pénalités pour retard jusqu'au jour de constatation de la carence. Le montant de ces pénalités sera doublé à partir de la constatation de la carence.

Chaque carence du titulaire ayant entraîné la prise en charge de la prestation par un autre opérateur économique sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le surcoût éventuel sera à la charge du titulaire du marché défaillant et fera l'objet d'un titre de recette à son encontre ou d'une demande d'avoir proportionnel aux frais résultants de cette défaillance. Le montant de l'avoir sera défalqué des factures présentées par le titulaire du marché.

ARTICLE 19 – REGLEMENT DES LITIGES

Pour tout litige relatif à cette consultation ou au futur marché, la procédure pourra se dérouler en 2 étapes :

1. Arrangement à l'amiable entre l'opérateur économique et le Centre Hospitalier, par le biais d'un comité consultatif de règlement amiable (article R2197-1 du décret n°2018-1075 du 03/12/2018)
2. Recours au jugement du Tribunal Administratif de Pau, seul compétent :

Tribunal Administratif de PAU

Villa Noulibos - 50, Cours Lyautey

64010 PAU Cedex

Téléphone : 05.59.84.94.40 - Télécopie : 05.59.02.49.93.

Courriel : greffe.ta-pau@juradm.fr

Pour obtenir les renseignements relatifs à l'introduction des recours, les opérateurs économiques devront s'adresser au greffe du Tribunal ci-dessus mentionné.

Les voies de recours ouvertes aux opérateurs économiques sont les suivantes :

- 1 – Référé précontractuel prévu aux articles L 551-1 et suivants du code de justice administrative.
- 2 – Référé contractuel prévu aux articles L 551-13 et suivants du code de justice administrative.
- 3 – Recours pour Excès de Pouvoir.
- 4 – Recours de plein contentieux en contestation de la validité du contrat issu des arrêts du Conseil d'Etat « Tropic » du 16/07/2017 et « Tarn et Garonne » du 04/04/2014.

Pour obtenir les renseignements relatifs à l'introduction des recours, les opérateurs économiques devront s'adresser au Tribunal ci-dessus mentionné.

ARTICLE 20 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Les tribunaux français sont seuls compétents.

Les correspondances relatives au marché sont obligatoirement rédigées en français. Tout document rédigé dans une autre langue devra être accompagné d'une traduction en français.

ARTICLE 21 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Articles du CCAP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
2.3	13.1	Départ d'exécution du marché
7	14.1.1 et 14.1.3	Pénalités
18.1 et 18.2	41 et 42	Résiliation du marché